



COMMUNIQUÉ des secrétaires des SDAS FO 22, 35 et 56

L'État d'Urgence appartient au capitalisme !

Les secrétaires des Syndicats Départementaux Action Sociale Force Ouvrière des Côtes d'Armor, du Morbihan et d'Ille et Vilaine se sont réunis le Vendredi 20 Novembre 2015.

Les secrétaires s'accordent que l'engagement du syndicalisme Libre et Indépendant, est de maintenir en toutes circonstances les revendications et de ne pas céder à la dictature du chagrin.

L'état d'urgence, donc d'exception, est installé. Le Congrès (Assemblée Nationale, Sénat) est convoqué pour prendre des décisions d'État hors des règles parlementaires habituelles. Ces décisions vont, de fait avoir des conséquences sur la démocratie, sur la liberté de revendiquer et de manifester.

L'état d'urgence, comme la guerre, menace toujours les droits des travailleurs et d'eux seuls : rien n'interdit aux patrons, dans ce cadre de décider des milliers de licenciements. Il permet d'interdire par contre tout ce que les travailleurs pourront entreprendre pour les combattre : manifestations, grèves...

A la violence du terrorisme et de la guerre, nous opposons la résistance de la Force Ouvrière, celle qui combat pour la liberté comme base, pour l'Égalité économique et sociale comme moyen, pour la Fraternité Internationale comme but.

Les secrétaires des SDAS FO 35, 22 et 56 portent le mandat élaboré collectivement lors des États Généraux des Salariés en Résistance du 27 Octobre 2015 à Paris.

Ce mandat est celui de l'État d'Urgence Sociale.

Ce mandat est celui de la préparation de la Grève Générale Interprofessionnelle Reconductible pour arrêter les politiques austéritaires et l'autoritarisme social.

L'austérité conduit à la guerre de tous contre tous.

Pour nous, il ne peut y avoir d'état d'urgence qui interdise les combats en cours, contre la réforme du collègue, la loi Macron, la destruction du Code du Travail, la loi NOTRE, ... etc

Nous opposons aux tenants de la Charte du travail, la Charte d'Amiens.

Les secrétaires des SDAS FO 35, 22 et 56 considèrent que les revendications maintenues portent le progrès social et l'émancipation des salariés. La redistribution des richesses fait reculer la guerre et la barbarie.

Guerre à la guerre !